



# FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

*Membre de  
l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)*

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

[libre.pensee@wanadoo.fr](mailto:libre.pensee@wanadoo.fr) - <https://www.fnlp.fr>

## - COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

# Service National Universel :

## *Pourquoi la Secrétaire d'État Sarah El Haïry refuse de recevoir la Libre Pensée ?*

La **Fédération nationale de la Libre Pensée** s'est prononcé dès l'origine contre la création du **Service National Universel** qui est un embrigadement militarisé de la jeunesse. La Libre Pensée, pacifiste internationaliste, n'est pas favorable à l'apprentissage de la levée des couleurs au son du clairon et à marcher au pas.

Elle partage ce que disait **Albert Einstein** : « *Pour marcher au pas, pas besoin d'un cerveau, une moelle épinière suffit* ». C'est pourquoi, la **Libre Pensée** est partie constituante dès l'origine du **Collectif anti-SNU** avec notamment l'**Union Pacifiste de France**.

Pour autant, pour défendre la jeunesse, la **Libre Pensée** n'est pas indifférente aux conditions dans lesquelles se met en place le **SNU**. C'est ainsi que des libres penseurs ont pris contact à plusieurs reprises directement avec madame la **Secrétaire d'Etat** et son **directeur de cabinet** pour leur demander de recevoir une délégation de la Libre Pensée. A chaque fois, on leur a répondu positivement.

Et pourtant depuis des semaines comme **Sœur-Anne** « *nous ne vîmes rien venir* ».

Pourtant, nous avons fait parvenir les questions que nous souhaitions poser à la représentante du gouvernement en ce domaine. Elles sont jointes à ce communiqué.

Ce refus de dialogue, dans les faits, nous semble incompréhensible.

Nous n'entendons pas convaincre **madame la Ministre** de notre position, ni ne pensions être convaincus par ses propos. Pour autant, cela interdit-il un échange ? Cela serait la moindre courtoisie républicaine. Est-cela « *renforcer les principes républicains* » dont on nous parle tant ?

***Faudrait-il être d'accord avec ce gouvernement  
pour être écouté, à défaut d'être entendu ?***

Fort de Vincennes, le 5 avril 2021